

Société & Solidarités

AUTISME, LA RÉOLUTION LR REJETÉE

L'Assemblée nationale a rejeté jeudi le texte signé par près d'une centaine de députés « LR » qui invitait à « condamner et interdire les pratiques psychanalytiques » dans la prise en charge de l'autisme. Une « entreprise malheureuse », avait réagi la secrétaire d'État Ségolène Neuville.

77 %

C'est la proportion de Français qui estiment que le système éducatif fonctionne mal, selon un sondage Harris Interactive pour la FSU.

Un tonnerre d'applaudissements. Voilà comment Mylène Palisse, militante CGT, a été accueillie par une soixantaine de personnes mercredi soir, à la bourse du travail, à Paris.

Cette syndicaliste est menacée de sanction par le ministère de la Justice pour avoir critiqué, en avril dernier dans nos colonnes, des questionnaires censés repérer des personnes en voie de radicalisation.

Organisé par la CGT insertion probation, ce meeting de soutien a rassemblé des militants venus de divers horizons, eux aussi confrontés à un acharnement antisindical, des journalistes, des militants des droits de l'homme, mais aussi des magistrats. Malgré les demandes répétées d'abandon des poursuites, l'État s'obstine à vouloir faire un exemple avec le cas de Mylène. Outre le témoignage de solidarité à cette militante CGT, la soirée avait pour but de décrypter le contexte politique et social dans lequel ces atteintes aux droits ont lieu. Ainsi, Laurence Blisson, secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, a rappelé à quel point les doutes portés par Mylène sur ces grilles de radicalisation relèvent d'un débat sociétal qui devrait être porté à un niveau national. « La réponse aux attaques terroristes se traduit par un verrouillage du débat démocratique. Les dispositifs relatifs à l'état d'urgence mettent en danger la liberté. Le ministère fait preuve d'une intolérance inouïe et refuse de répondre sur le fond aux questions légitimes posées par Mylène. »

Une lanceuse d'alerte en danger

Dans une petite vidéo humoristique diffusée avant le débat, on voit le youtubeur Z interpréter une fausse Mylène Palisse incrédule face aux cases à cocher : « Mon travail, dit-il/elle dans la vidéo, accent tarbais à la clé, c'est d'aider les gens qui sortent de prison à trouver une place dans la société. Un boulot compliqué, long, difficile, mais très important. Au début, j'ai commencé à remplir le questionnaire, mais dès la quatrième case, j'ai eu un doute. C'est le travail de la police, ça ! Ça va déteindre sur mon boulot. Les gens vont croire que je les



MYLÈNE PALISSE EST MENACÉE DE SANCTION PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PHOTO C. BELLAVIA

DISCRIMINATIONS

La liberté syndicale à l'isolement

Lors d'un meeting de soutien à la syndicaliste de la pénitenciaire Mylène Palisse, mercredi à Paris, militants, magistrats et journalistes ont dénoncé un contexte généralisé de répression et de restriction des droits.

MARDI, RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN À MYLÈNE PALISSE

Mylène Palisse passera devant une commission de discipline mardi 13 décembre à la direction de l'administration pénitentiaire. Si une sanction devait être prononcée, la CGT a d'ores et déjà annoncé qu'elle ferait appel. Un rassemblement est prévu de 10 heures à 14 heures, 35, rue de la gare, Paris 19^e.

piège ! » La salle est hilare. Pourtant, la réalité n'est pas très éloignée.

Sorte de lanceuse d'alerte, Mylène Palisse s'inscrit en faux contre une rhétorique sécuritaire justifiée par ce que le sociologue Corentin Durand appelle « une nouvelle science de la radicalisation », comme on a eu une science de la sorcellerie ou de la dangerosité... Ce spécialiste en sociologie politique, pénale et pénitentiaire pointe l'impossibilité de développer des relations de confiance avec une telle pression de détection performative. « De nombreuses études ont montré que le climat de suspicion dégrade les relations et provoque la construction d'identités de plus en plus contestataires. Une paranoïa se développe et les détenus font l'apologie du terrorisme sans même être radicalisés... Daech est devenu un pôle symbolique qui concentre les pires frustrations », analyse-t-il.

Plus largement, Françoise Dumont, présidente de la Ligue des droits de l'homme, a détaillé la longue liste des répressions ordinaires de tous ceux qui refusent de rentrer dans le rang : manifestants contre la loi El Khomri, citoyens solidaires avec les migrants, victimes de contrôles au faciès, musulmans stigmatisés... « L'État fait preuve d'un acharnement à tous les niveaux. Nous vivons dans l'aire du soupçon et les attentats pèsent sur l'opinion. On aurait tort de sous-estimer le traumatisme, mais on doit s'interroger sur les réponses que l'on donne. »

IXCHEL DELAPORTE